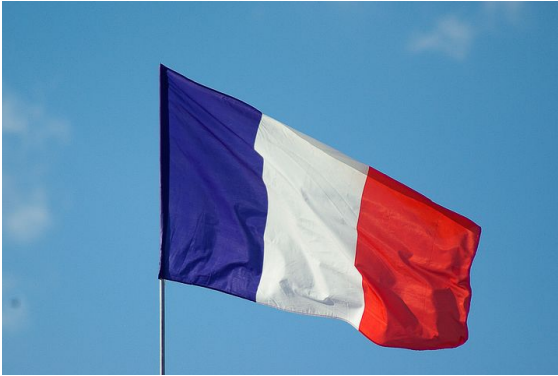

LA FAILLITE DES ÉLITES : LES 4 PÉCHÉS CAPITALS



Le poisson pourrit toujours par la tête, selon un proverbe chinois qu'aimait citer le président Mao. Cette image signifie que lorsqu'une société ou une organisation humaine fonctionne mal, il faut en chercher la cause dans l'incurie ou l'incompétence des dirigeants. L'Histoire a souvent montré la valeur du proverbe : la décadence des patriciens romains a précédé de plusieurs siècles celle de l'empire, et les nobles français batifolaient déjà à Versailles, poudrés et enrubannés, un siècle avant 1789.

A l'heure où il devient désormais évident que la France (et l'Europe) régresse, comment ne pas se poser la question du rôle des élites depuis plusieurs décennies ? Pourquoi en est-on arrivé là et en quoi ont-elles failli ?

Les « élites », de qui parle-t-on ?

Le dictionnaire Le Larousse en donne la définition suivante : « groupe minoritaire ayant dans une société une place éminente due à certaines qualités valorisées socialement ».

Pour fixer les idées, nous pouvons faire l'hypothèse que les élites représentent environ 1 % de la population active. Chacun peut voir de quel type de responsable il s'agit : le directeur et ses proches collaborateurs d'une usine moyenne, l'état-major d'un service public de l'importance d'un hôpital moyen ou d'un service départemental d'incendie. Pour se représenter les élites véritables, il s'agit plus précisément des chefs de ces derniers, en gros 0,1 % de la population active, soit un pour mille : ce sont les patrons des entreprises, des administrations, et des organisations périphériques qui influent sur les décisions.

En France, nous parlons dès lors de 30 000 personnes qui constituent les vrais détenteurs du pouvoir, les 270 000 autres constituant une sorte de « halo » autour d'eux, leur préparant les décisions et s'appliquant à les mettre en œuvre.

Ce sont ces quelques milliers de personnes (30 000 *stricto sensu*, 300 000 *lato sensu*) qui, prennent les innombrables décisions que les 67 millions d'autres « subiront ». L'ensemble de ces décideurs forme un système de décision, et l'ensemble de ces décisions forme une œuvre collective. En effet, ces personnes appartiennent aux mêmes milieux sociaux et culturels, ont les mêmes références intellectuelles, les mêmes intérêts objectifs et les mêmes valeurs éthiques. Il leur est difficile de prendre une décision qui serait en rupture franche avec celles qui sont prises par les autres, au risque de se marginaliser.

C'est cette logique systémique et le comportement collectif qu'elle induit qui est en cause dans l'évolution contemporaine, et ce sont les « élites » en tant que groupe qui doivent rendre compte de leurs résultats auprès de l'ensemble de la société. Les dirigeants n'ont pas que des pouvoirs, ils ont aussi des responsabilités vis-à-vis des dirigés. Depuis une cinquantaine d'années, ont-ils bien assumé ces responsabilités, l'ont-ils fait avec loyauté et efficacité ?

L'exemple, montreras

La première des responsabilités, le premier des devoirs des dirigeants, c'est d'être un exemple à suivre. Comment prétendre entraîner les populations et dire ce qu'il y a lieu de faire et comment le faire, lorsque l'on n'est pas soi-même irréprochable ?

Il faut bien reconnaître qu'une dérive s'est peu à peu installée parmi les élites dirigeantes, par laquelle ils s'autorisent à s'affranchir des règles et procédures communes. Cela va de la plus banale recommandation qui fait passer le jeune de bonne famille avant les autres pour un stage, à des pratiques condamnables d'un point de vue moral, mais pas forcément pénalement, proches du favoritisme ou de la malversation. L'actualité récente en a fourni de nombreux exemples : il n'était pas interdit par la loi d'employer son épouse comme collaborateur parlementaire, ou d'employer sans titre, ni références un homme de confiance à la sécurité présidentielle. Mais c'est oublier l'esprit des lois, et surtout manquer au devoir d'exemplarité.

De la même façon, il semble naturel dans ce milieu de rechercher à payer le moins d'impôts possibles au prétexte que « l'on est vraiment trop taxé ». Les personnes aisées qui tiennent ce raisonnement n'imaginent pas les ravages que cette fuite peut avoir sur le consentement des plus modestes à l'impôt.

Le plus désastreux est le chantage implicite (parfois explicite !) qu'un certain discours véhicule : si l'impôt sur les plus aisés est trop élevé, ils iront ailleurs, et tant pis pour l'investissement en France, et tant pis pour les emplois en France ! Ceux qui entendent ce discours, et qui ne paient que quelques centaines d'euros d'impôts sans pouvoir y échapper, doivent bouillir devant tant de morgue et d'égoïsme.

S'arranger avec les lois, profiter des situations de pouvoir, échapper à ses devoirs : comment certains peuvent-ils se laisser aller à de tels comportements qui ont des conséquences désastreuses sur la légitimité de l'ensemble de la classe dirigeante ?

Le peuple, protégeras

Au fond, la principale mission des classes dirigeantes, c'est de fournir, en continu, davantage de sécurité face aux divers risques qui menacent la nation dans son ensemble et chacun des citoyens. Dit autrement, une structure de gouvernance tire sa légitimité de sa capacité à protéger le peuple dont il a la charge. Protéger de quoi ? Jadis, c'était des périls extérieurs, par la mise en place d'une armée puissante capable de refouler les ennemis. Aujourd'hui, c'est plutôt d'autres périls tels que la pauvreté, le déclassement, le chômage, l'insécurité au quotidien, voire le sentiment de perte d'identité.

Alors que Raymond Barre promettait, en 1978, la « sortie du tunnel », le chômage de masse s'est aggravé et enkysté, et avec lui la grande pauvreté que l'on pensait éradiquée a refait son apparition. Les élites françaises ne sont pas parvenues à protéger le peuple de ces maux. Lorsque l'Union européenne a été bâtie, ses fondateurs ont pensé que, par sa taille, elle constituerait un meilleur rempart face à ces menaces que ne pourraient l'être les États-membres séparément. Les élites françaises et leurs homologues européennes ont, dans leur quasi-unanimité, plaidé pour un renforcement du transfert à l'Europe des leviers permettant de protéger les peuples des dangers.

C'est tout l'inverse qui s'est produit. L'UE s'est montrée incapable de lutter contre des intérêts opposés aux intérêts des pays, des entreprises, et des peuples européens. Ainsi, elle est perçue par les populations comme l'instrument d'une mondialisation qui détruit richesses et emplois en Europe. Pire même, elle semble avoir organisé en son sein même les conditions d'un « dumping » fiscal et social, qui ruine les États et les systèmes de protection sociale.

Pour les peuples, l'Union Européenne, telle qu'elle existe, ne remplit pas la fonction première d'une structure de gouvernance, à savoir protéger sa population. Pour autant, les élites continuent à « sauter sur leur chaise comme des cabris en disant : l'Europe, l'Europe, l'Europe ! »¹, et persistent à esquiver leurs responsabilités en chargeant cette structure impersonnelle – qu'elles ont créée – des responsabilités qu'elles refusent d'endosser.

Ta nation, tu cultiveras

Le troisième devoir impérieux des élites vis-à-vis de celles et ceux qu'ils ont l'honneur de diriger est de faire corps avec ce peuple auquel ils appartiennent, qui les a faits et auquel ils doivent fortune et situation.

Naguère, les classes dirigeantes se faisaient un devoir de vanter l'excellence française, sa cuisine, ses vins, sa confection, son artisanat d'art et son industrie de pointe. Aujourd'hui, il est de bon ton de regarder les productions françaises comme ringardes. Il n'y a pas jusqu'à la langue française qui ne soit délaissée, voire doucement méprisée. Il est tellement plus commode de s'exprimer en anglais pour être « compris » dans toute la planète ... Et puis, cela donne le sentiment d'appartenir à l'élite mondiale, et non plus provinciale quand, par exemple, la « semaine de la mode » devient la « Fashion week », ou la foire d'art contemporain l'« Art Fair »,

L'impact de ce comportement sur la confiance que peuvent nourrir les citoyens dans ceux qui les dirigent est catastrophique. Les peuples ne supportent pas que leurs élites les renient et qu'elles aient, en quelque sorte, honte d'eux. C'est humain. Même Jésus était triste lorsqu'il dit à Pierre : « Avant que le coq n'ait chanté, tu m'auras renié trois fois ! ». (Et, effectivement, par trois fois, Pierre affirma aux policiers : « Je ne connais pas cet homme ! »).

A te renouveler, t'obligeras

Enfin, il est un devoir que seules les Républiques demandent à leurs élites : être perméables aux autres classes sociales, et de ne pas se constituer en caste hermétique. La possibilité ouverte à tous de faire partie des dirigeants du pays est un droit fondamental corollaire de l'égalité, une condition nécessaire au sain renouvellement des élites et une exigence du pacte républicain.

La Déclaration des droits de l'homme proclame que « tous les Citoyens étant égaux à ses yeux (ceux de la loi), sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents. ». Le programme du Conseil National de la Résistance réaffirmait en 1944, la nécessité d'assurer « la possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer, et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires. »

Force est de constater que depuis quelques décennies, la porte s'est fermée, et que les élites pratiquent plus volontiers l'entre-soi que l'ouverture à la méritocratie républicaine. A quelques rares exceptions, les élites se « reproduisent » et se cooptent dans ce qui devient un milieu fermé, que les Italiens appellent « la Caste ».

Toutes les études le montrent, et la simple observation aussi. Le renouvellement des élites est de plus en plus endogamique. La proportion des enfants issus de milieux modestes est dérisoire dans les grandes écoles ; la proportion d'ouvriers et d'employés est très faible au Parlement. Et il est facile de constater les différences d'accès à de simples stages selon le milieu d'origine de l'étudiant.

¹ Citation de Charles de Gaulle, 14 décembre 1965, entretien avec Michel Droit.

Dans un régime démocratique (en plus encore, dans la République française qui a le culte de l'égalité), laisser s'instaurer une frontière étanche entre le milieu des décideurs et le reste de la nation ne va pas sans risque : le fossé se creuse entre les élites et la nation, et le pays devient peu à peu ingouvernable. Le peuple n'accepte plus des réformes dont il ne voit pas l'objet, ou dont il estime qu'elles ne bénéficieront qu'aux plus favorisés. Les « gilets jaunes » constituent une des manifestations de cette ingouvernabilité.

Que faire ?

Il n'est certes pas nécessaire d'obéir à l'ensemble des quatre « commandements » évoqués ci-dessus, même si cela est préférable. Une chose est sûre, on ne peut les bafouer en même temps sans risque grave de perte de confiance. Et cela mène le plus souvent à la catastrophe. Confucius disait que, s'il avait à retenir le facteur le plus important pour la défense d'un pays, entre des armes efficaces, des provisions en abondance, ou la confiance du peuple dans ses dirigeants, il choisirait sans hésiter ce dernier élément.

La responsabilité est collective, et il s'agit davantage de remettre en cause un système de gouvernance que de pointer du doigt la responsabilité individuelle des décideurs. Cependant, il ne serait pas malvenu que chacun d'entre eux, à titre individuel, se demande ce qu'il pourrait faire pour changer sa pratique.

En 1940, le grand intellectuel Marc Bloch avait assisté au naufrage collectif de la France. En historien habitué à décoder les crises du passé, il voyait avec justesse les responsabilités des élites françaises dans cette débâcle prévisible.

Dans l'exercice collectif de refondation de la gouvernance qui nous appelle aujourd'hui, chacun serait bien inspiré de faire ce que Marc Bloch a appelé « l'examen de conscience d'un Français » que lui-même, avec rigueur et honnêteté, avait tenu à faire pour prendre sa part de l'incurie générale. Sans cet exercice salutaire, la France pourrait, hélas, connaître une nouvelle « étrange défaite ».

Par Xavier D'Audregnies



Directeur de la publication : Alexandre Malafaye, Président de Synopia Comité éditorial : Hanna Corsini, François Dupont, Pascal Flamand, Jacky Isabello, Fabrice Lorvo, Xavier Marchal, Jean-Marc Schaub, Joséphine Staron
--